

EDIFICATION D'UN JARDIN EPIGRAPHIQUE SUR LA NECROPOLE ROMAINE A L'EST DE SIGUS DANS LA WILAYA D'OUM-EL-BOUAGHI

Une violation de la mémoire universelle

L'état des deux sites archéologiques de Sigus dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, une localité distante de 36 km de Constantine sur la RN10, à savoir la cité romaine et la nécropole mégalithique illustre, à bien des égards, la négligence et le laisser-aller des pouvoirs publics en ce qui concerne la préservation du patrimoine historique de l'Algérie. L'édification, ces jours-ci, d'ouvrages en dur sur des vestiges du site abritant la cité romaine qui s'étend sur une superficie de 2,4 hectares et qui n'est même pas classé patrimoine archéologique national, constitue en fait une grave violation de la mémoire universelle. Aucune démarche n'a été entreprise à l'effet de protéger ce site ou encore de le classer sous prétexte du manque de financement et de bureaux d'étude spécialisés. Ces monuments qui témoignent de la profondeur historique de l'Algérie continuent de souffrir des sévères érosions de la nature et de l'intrusion de l'élément humain. Les 50 dolmens qui restent encore éligibles à la réhabilitation sur les 1200 sépultures qui existaient bien avant la colonisation romaine, risquent de disparaître. Des travaux de réalisation d'un jardin épigraphique sur la nécropole située au pied de la cité romaine à l'est de Sigus, sont à pied d'œuvre depuis près d'un mois. Il s'agit en principe de mettre en valeur et de nettoyer le site archéologique de cette ville. Les autorités locales visent par le biais de cette opération de protéger le site ou du moins ce qui en reste. Il est prévu l'achèvement de la clôture, l'édification d'un kiosque archéologique, des sanitaires et des allées piétonnes. Le budget alloué à cette opération est de l'ordre de 5 millions de dinars. Selon le directeur de la culture de cette wilaya, M. Bougandoura, c'est en 2002 qu'il avait été pris en charge par le ministère de la Culture pour la première fois et un budget de 5 millions de dinars avait été mobilisé pour sa revalorisation sous l'appellation de «Maqâm Sigus». Il s'agissait d'ériger une clôture pour mettre à l'abri les pierres taillées détériorées sur lesquelles sont calligraphiées des inscriptions latines. L'entreprise engagée dans cette opération, l'ETP Assas Hammana, avait interrompu les travaux en janvier 2003, après la consommation de la totalité du budget alloué par la tutelle. Cette entreprise a poursuivi en justice la Direction de la culture d'Oum-El-Bouaghi réclamant la régularisation de ses dus relatifs à la réalisation de travaux complémentaires. D'après M. Bougandoura, «le litige a été réglé en faveur de son administration, sachant que l'entrepreneur, a-t-il ajouté, a approuvé le service fait». Ainsi, la clôture réalisée ne répond pas, aux yeux des spécialistes en la matière, aux normes retenues pour l'édification d'un siège de site archéologique dans la mesure où ce dernier reste invisible de l'extérieur du mur d'enceinte.

Massacre à la nécropole romaine

Cependant, les barreaux utilisés pour l'achèvement de la clôture ne sont pas identiques à ceux ayant servi pour la première fois bien que c'est le même bureau d'étude qui assure le suivi du projet et ce, depuis l'année

2002. La construction du kiosque en dur sur la nécropole située au pied de la cité romaine au moment où cette dernière n'est même pas classée patrimoine archéologique est une atteinte à la mémoire universelle. Les archéologues crient déjà au scandale ! Ils estiment que cette démarche de mise en valeur ne concerne que la nécropole alors qu'il fallait prendre en charge la totalité du site inhumé sous le mamelon «d'El-Azeri» à l'est du village. Le directeur de la culture a indiqué que son administration n'a pas entamé les démarches pour le classement de ce site car le dossier ne dispose pas d'une étude exhaustive et fiable. «Un travail qui doit être accompli par des spécialistes et nécessite la mobilisation de crédits importants, mais malheureusement, déplore le même responsable, le manque de financement et de bureaux d'étude spécialisés à l'Est algérien ont empêché la démarche». Il est à noter que les autorités locales de la daïra de Sigus ont enregistré, en mai 2006, la découverte d'ossements à proximité de ce chantier inachevé bien avant le lancement de la deuxième tranche du projet. Des désoeuvers, dit-on, creusaient à proximité du site en quête de pièces de monnaie antiques, prises par des acquéreurs étrangers à la région. Des archéologues de la Direction de la culture ont été dépêchés sur les lieux et les ossements ont été soumis à expertise. Rappelons que la première découverte d'ossements remonte à 1990, date du début des travaux de décapage entamés par les bénéficiaires de terrains destinés à la construction. En fait, 31 lots ont été distribués à des membres de «la famille révolutionnaire». Et comble de l'ironie, ces riverains ont arrêté les travaux pensant qu'il s'agissait d'une fosse commune datant de l'époque coloniale, ce qui avait suscité une vive polémique. Les recherches de M. Soltan Sabri, qui était journaliste à l'époque et occupe actuellement les fonctions de directeur de la maison de la culture à Oum-El-Bouaghi, effectuées dans les archives du musée des beaux arts à Alger, ont établi que ce site abrite très probablement une cité romaine, ce qui avait conduit à l'annulation des attributions des lots de terrains sur décision du wali de l'époque, M. Mohamed-Tahar Sekrane. Une commission a été dépêchée par l'Agence nationale de l'archéologie et du patrimoine historique (Anaph) pour établir un état définitif de ce site, mais nous dit-on, rien n'a été entrepris depuis, pour la suite de la démarche à entreprendre. En attendant, le site de Sigus continue de subir des dégradations.

La cité romaine inhumée sous le mamelon d'El-Azeri

Selon les écrits de Stéphane Gsell, une notoriété de la société archéologique de Constantine sous la colonisation, qui fait référence à un évêque cité dans l'Atlas archéologique de l'Algérie (AAA), Sigus est «Castellum Republica», un municipio romain sous le Bas-Empire (235-476), qui contiendrait, entre autres, une assemblée et une basilique datant de la civilisation romaine. Sigus est également repérable sur la carte illustrant le réseau routier de l'Afrique romaine au musée de Cirta à

Constantine, en tant que point de liaison entre l'antique Cirta et les différentes cités romaines de l'Est, à savoir, Gadiovfala (Ksar-Sbaïhi) Tigisi (Aïn-El-Bordj), Tenebreste et Theveste (Tébessa) sur l'itinéraire d'Antonin en passant par Macomades (Oum-El-Bouaghi) et Marcemini (Aïn-El-Beïda) et Bagai en allant vers Mascusa (Khenchela). Ces vestiges, laissés à l'abandon, continuent de se dégrader tant par le fait de la nature que par l'intrusion inopportune de l'homme. Il est à rappeler aussi que ce site, jadis traversé par le chemin de fer, a fait l'objet de la campagne de reboisement des terres brûlées après l'indépendance entre 1962 et 1967 de même qu'il a vu l'utilisation d'un bon nombre de ses pierres taillées pour l'édification d'un grand mur de soutènement par l'APC du FIS dissous en 1991. Par ailleurs, il convient de noter qu'à Sila, à 8 km au sud-ouest de Sigus, se trouvent des vestiges de la cité romaine de Sila, un fort byzantin et 4 basiliques chrétiennes. L'une d'elle est située à 1000 m à l'ouest du fort et possède trois nefs. La nef centrale est prolongée à l'est par une abside de forme arrondie, au sud par une sacristie et au nord par un baptistère. L'édifice mesure au total 21,30 m de longueur et 14,30 m de largeur (St. Gsell : AAA.F17.n°333).

Disparition de la nécropole mégalithique

Sigus dispose également d'une vaste nécropole mégalithique qui remonte à l'ère protohistorique, phase intermédiaire entre la pré-histoire et l'histoire, marquée par l'avènement de toutes premières manifestations architecturales, donc du passage de l'état nomade à la sédentarisation. Elle s'étend de la plaine de Fesguia au sud-ouest à Redjje, Safia au sud-est du village, dont le versant rocheux situé sur la rive sud de oued «El-Kleb», au sud du village, a été gravement endommagé pendant la guerre d'Algérie. Une cité de regroupement y avait été établie par l'armée française (voir Marc Côte / Paysage et patrimoine/Guide d'Algérie/ Média-plus Algérie). Ce site, classé patrimoine national en 1968, contient des sépultures très rares (Dolmens, Menhirs, Cromlechs). Le dolmen aux trois menhirs est unique au monde. Ces vestiges de monuments antérieurs à l'occupation romaine et dénommés tantôt celtiques, tantôt mégalithiques par les explorateurs, sont au nombre de 1200. Nous pouvons lire dans la lettre de J. Chabassière à son président de la société archéologique de Constantine (voir Recueil des mémoires de la société archéologique de Constantine de 1886) qui inclut les résultats de ses fouilles sur les ruines et dolmens du Djebel-El-Fortas et de ses contreforts notamment à Ras-El-Aïn et à Sigus, ceci : «Les sépultures sont, ici, en nombre considérable. On peut, et sans crainte d'aucun démenti, fixer à plus de 1200 dolmens, grands ou petits, le nombre de monuments parfaitement apparents sur le sol. Chacun de ces tombeaux renfermait, en moyenne, quatre cadavres. Il s'agit donc d'une population de près de 5000 individus». Aujourd'hui, il reste, selon des spécialistes qui évoquent un véritable

«massacre», à peu près, 50 ou 60 monuments éligibles à la réhabilitation. J. Chabassière a fait aussi allusion à des sépultures à incinération dans lesquelles des os d'oiseaux et des dents d'animaux figurant souvent au fond de petits pots de 7 à 12 cm de diamètre et sur autant de hauteur, dont le «Plat à bord creux», déposé au musée de Constantine avec d'autres objets provenant des fouilles de Sigus, qui est, selon lui, au moins aussi intéressant que celui trouvé dans la grotte de «Palmella», en Espagne.

Si les archéologues n'ont pas abouti à un consensus quant à l'origine de ces vestiges et à leur appartenance, soit aux gens du Nord, soit aux autochtones, leur réhabilitation offrira certainement à la région un produit touristique de choix.

Liyas Hallas

SETIF/SANTE- INFRASTRUCTURES

Une unité d'hémodialyse à Aïn-Oulmène

Une unité d'hémodialyse sera ouverte à Aïn-Oulmène, dans la wilaya de Setif, au plus tard au début du second trimestre de cette année, a-t-on indiqué à la direction de la santé dont les responsables annoncent également la mise en œuvre d'un programme visant à améliorer les prestations de service de l'hôpital de cette ville. Une enveloppe de 15 millions de dinars a été consacrée à l'aménagement et l'équipement de cette unité qui sera à même de recevoir 30 patients par jour, précise-t-on encore. Le taux de couverture médicale dans la wilaya de Setif est aujourd'hui d'un médecin pour 6500 habitants alors que la moyenne nationale est de 6000 habitants par médecin, estime-t-on. D'une capacité de 240 lits, l'hôpital de Aïn-Oulmène comprend des services de chirurgie générale, de chirurgie orthopédique, d'ophtalmologie, de médecine interne et de gastroentérologie. Le programme d'amélioration des prestations de service comprend des opérations de renforcement du personnel médical des structures de santé, la création d'un service dénommé "l'hôpital ami de l'enfant" au niveau du service de pédiatrie et l'équipement du service de pédiatrie néonatale. Dans la perspective de diminuer la mortalité à l'accouchement et la mortalité néonatale, la direction de la santé de la wilaya de Setif entend créer 5 centres référentiels de suivi des femmes enceintes atteintes de maladies chroniques comme le diabète et l'hypertension. Cette initiative est la première du genre à l'échelle nationale, selon le responsable de la santé de cette wilaya. La même source signale également la diminution des zoonoses, et ce, grâce notamment au programme de lutte contre la leishmaniose et à la faveur de la vaccination, l'abattage des animaux errants et de la surveillance des maladies à transmission hydrique.

APS

GUELMA

Lancement d'importants projets à Aïn-Sandel

Distante de 35 kilomètres de Guelma, rattachée à la daïra de Khézaras, perchée à 1195 mètres d'altitude, réputée pour ses hivers rigoureux, la localité de Aïn-Sandel couvre une superficie de 71,47 km² et abrite plus de 5 000 âmes dont la majorité réside dans les 38 mechtas éparses. En dépit de son relief montagneux, cette commune qui regroupe les agglomérations du chef-lieu, de Aïn-Souda, Sebaâ-Ayoune, Ouidène, Laâdjoul et les principales communes décharnées de Maârouf et Djennane-Rakhous jouit d'excellentes conditions sécuritaires sachant qu'elle a été épargnée par les hordes terroristes durant les années de braise. Dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des populations rurales,

les autorités locales ont accordé d'importants projets dont notamment l'alimentation en eau potable qui est une priorité de la wilaya. Pilotée par la Direction de l'hydraulique, cette opération vise le renforcement d'un forage de 16 litres/seconde et l'aménagement de 18 sources de captage. Dans un souci de désenclavement dans cette zone montagneuse, 6 km de piste sont en voie de réalisation à Djebel-Bardou, à 5 km de Djebel-Zouara et il a été retenu l'ouverture de quatre nouvelles pistes. Djebel-Zouara a bénéficié d'un reboisement d'une cinquantaine d'hectares, la mechta de Aïn-Daoud dispose d'une fontaine publique, celle de Gourbedi est désormais dotée d'un réseau d'assainissement

d'eaux usées et en parallèle, d'importants aménagements ont été opérés dans diverses agglomérations. Un quota de 188 logements ruraux est octroyé à cette commune et les attributions sont destinées aux

fellahs méritants et démunis. La salle de soins du chef-lieu est élevée au rang de centre de santé et celle de mechta Maârouf a été réouverte et équipée pour un montant de 100 millions de centimes. Trois

écoles ont leurs cours bitumés et six cantines scolaires servent des repas chauds cette année. Deux bus ont été affectés pour le ramassage scolaire et la DJS pilote la réalisation d'une salle polyvalente et d'un GSP au pro-

fit des jeunes. Les autorités locales ont dernièrement procédé à l'inscription d'une opération visant l'alimentation en gaz naturel de cette région prioritaire.

Lina Razane

OUED-ZENATI

Mise en place du transport urbain

C'est désormais officiel. Oued-Zenati, deuxième localité importante de la wilaya, disposera dès la semaine prochaine du transport urbain, selon les déclarations du directeur des transports au cours du dernier exécutif de wilaya. En effet, un transporteur du secteur privé a bénéficié d'une autorisation lui permettant de couvrir par le biais de 4 bus et minicars la zone urbaine de Oued-Zenati selon un plan préalablement établi. Rappelons que les représentants du mou-

vement associatif et de la société civile avaient, début septembre 2006, lors du déplacement de l'exécutif de wilaya dans leur ville, demandé expressément la création d'un transport urbain qui s'avère indispensable puisque la gare routière réceptionnée ces dernières années, est implantée dans une zone extra-muros.

Cette situation pénalise les collégiens, lycéens, travailleurs et autres qui sont contraints de parcourir quelques kilomètres

à pied ou d'emprunter un taxi dont le tarif est onéreux. Cette légitime revendication citoyenne prise en charge par le wali améliorera notamment le cadre de vie de la population qui a pâti durant de longues années de ces carences. Il est prévu, à moyen terme, l'extension et le renforcement du transport à Oued-Zenati afin de couvrir efficacement tous les secteurs de la ville et répondre aux attentes citoyennes.

Lina Razane